



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

**Questions-réponses du Premier ministre François FILLON
à l'issue de son discours
« La France et l'Europe : des réformes au service de la croissance »**

Tokyo, vendredi 16 juillet 2010

INTERVENANTE

Nous allons passer maintenant à la séance questions-réponses. Je pense que vous avez beaucoup de questions à lui poser, je laisse la parole à Monsieur [Yasso OTA] (phon), éditorialiste au NIKKEI et ancien correspondant à Francfort, au moment du lancement de l'euro, qui va assurer l'animation de cette séance. Monsieur OTA, le micro est à vous.

[YASSO OTA]

Bonjour, je m'appelle [OTA] du journal NIKKEI. Nous avons reçu beaucoup de questions de la part des participants, mais avant cela je voudrais être le premier à poser une question si vous me permettez. Monsieur le Premier ministre, vous disiez tout à l'heure que pour bien comprendre l'Europe, il ne faut pas trop se fier aux informations données par la presse anglo-saxonne, qu'il faut avoir une vision équilibrée. Ceci est tout à fait vrai car au Japon, nous avons plutôt tendance à essayer de connaître l'Europe à travers la presse anglo-saxonne. Mais en même temps lorsqu'on regarde le marché, je crois que c'est un marché qui se fait influencer par les pays européens bien sûr, mais surtout le Royaume-Uni. Et si la crise a connu cette crise, c'est parce qu'il y a eu toutes ces influences des autres pays de l'Europe. Peut-être que la crise qu'a connue la Grèce est une crise classique, mais en même temps je crois qu'il faut bien prendre conscience de l'écart qu'il peut peut-être y avoir, entre l'Europe que vous venez de nous exposer et les informations que nous recevons à travers la presse anglo-saxonne. Où est-il possible de trouver un équilibre, que faut-il faire pour que l'on soit tous au courant de la réalité ? Vous m'excusez d'être un peu vague mais c'est une question qui m'intéresse beaucoup.

FRANÇOIS FILLON, PREMIER MINISTRE

D'abord, je crois qu'il faut bien comprendre pourquoi une partie de la presse anglo-saxonne est critique à l'égard de l'Union européenne. Il y a d'abord une partie de cette presse qui est géographiquement localisée dans un pays qui n'a pas voulu rentrer dans l'euro, et qui considère donc naturellement que le choix qu'a fait ce pays est le bon et le choix qu'ont fait les autres pays est le mauvais. Deuxièmement, je peux comprendre que face à une analyse financière rationnelle, on puisse s'interroger devant la complexité des mécanismes de décision de l'Union européenne. L'Angleterre est une nation avec un Gouvernement et un Parlement, les Etats-Unis sont une nation fédérale, mais avec un Gouvernement central, une banque centrale et des pouvoirs en termes économiques et financiers qui sont centralisés, l'Union européenne, c'est 27 Etats membres. Et c'est donc naturellement plus compliqué de mettre d'accord 27 Etats membres, cela demande plus de temps, cela laisse souvent place à des débats qui sont des débats publics et qui, tant qu'ils se déroulent, peuvent susciter de l'inquiétude et de l'interrogation. Mais en même temps, nous avons démontré au cours des 60 dernières années une immense capacité à trouver des compromis. Finalement, l'Europe n'est jamais restée sur un échec depuis 60 ans, et une des clés de la réussite de l'Union européenne, une des clés de la recherche des compromis, c'est la nature, la profondeur de la relation entre la France et l'Allemagne. Non pas que la France et l'Allemagne dominent l'Union européenne, mais simplement parce que la France et l'Allemagne pour des raisons historiques... C'est en grande partie au fond à cause des relations historiques qui existaient entre la France et l'Allemagne, que l'on a créé l'Europe. Ensuite pour des raisons économiques, parce que la France et l'Allemagne à elles seules pèsent une très grande partie du Produit Intérieur Brut européen. Pour toutes ces raisons, c'est de l'entente franco-allemande que dépend une très grande partie de l'avenir de l'Union européenne. Et je voudrais vous faire remarquer que

là aussi, même si parfois la nature différente de nos approches – pour des raisons culturelles, pour des raisons philosophiques, pour des raisons de tempérament – peut donner lieu à des débats, nous sommes toujours parvenus à nous mettre d'accord et à trouver des compromis pour faire avancer l'Union européenne. Nous avons par exemple ces derniers mois un débat, entre la France et l'Allemagne, sur la question de la création du gouvernement économique européen. Nous, nous pensons en France depuis longtemps – et en particulier depuis l'arrivée du Président de la République française – que pour que la zone économique européenne progresse, il faut qu'elle ait un gouvernement économique, c'est-à-dire un lieu où on prend un certain nombre de décisions stratégiques. Des décisions stratégiques sur les choix d'investissements d'avenir, des décisions stratégiques en termes de surveillance des déficits publics, des choix stratégiques dans la relation que nous entretenons avec les autres régions du monde sur les questions économiques et financières. Nous, nous pensions que ce gouvernement économique européen avait vocation à fonctionner d'abord pour les pays membres de l'euro, parce que les pays membres de l'euro ont une solidarité supplémentaire par rapport aux autres membres de l'Union européenne. L'Allemagne estimait de son côté qu'il était dangereux de créer une structure qui soit une structure réservée à la zone euro, parce que c'était d'une certaine façon, courir le risque de voir se creuser un fossé entre les pays de la zone euro et les autres. Bon, et bien : nous avons trouvé un compromis ensemble, il y aura un Gouvernement économique européen, ce qui n'était pas franchement au début la conviction de l'Allemagne, mais ce Gouvernement économique européen sera commun aux 27 Etats membres, ce qui était la proposition de l'Allemagne. Voilà, sur tous les sujets, sur toutes les questions difficiles, depuis 60 ans il y a toujours eu une entente franco-allemande étroite sur les sujets essentiels et sur les sujets fondamentaux. Et donc, c'est à travers cette entente franco-allemande que vous pouvez juger de l'efficacité de la politique qui est menée dans l'Union européenne. Pour le reste, c'est vrai qu'il y a des compétitions, c'est vrai que l'Europe est en compétition avec les Etats-Unis, comme elle est en compétition avec l'Asie. C'est vrai que nous avons parfois avec nos amis britanniques quelques divergences d'appréciation sur ce que doit être le projet ultime de construction européenne ; et c'est la raison pour laquelle je vous invite, non seulement à lire les journaux britanniques mais à vous plonger aussi dans les journaux allemands et dans les journaux français. Et vous aurez avec cette lecture, qui vous prendra peut-être un tout petit peu plus de temps, une vision plus équilibrée de ce qu'est la réussite de l'Union européenne.

INTERVENANT (TRADUIT)

Merci beaucoup monsieur le Premier ministre. Nous avons eu beaucoup d'idées sur l'entente franco-allemande, question posée par le public également. Vous avez expliqué, monsieur le Premier ministre, qu'il y a une entente entre la France et le Japon pour faire tout effort vers l'intégration européenne. Certains de ceux qui ont assisté à cette intervention se demandent si, au niveau des peuples, il y a vraiment une telle réaction ? Lorsqu'on regarde le résultat des élections en Allemagne, ceci n'est pas tout à fait le cas car le résultat n'a pas été favorable à Madame MERKEL. Je pense que les Japonais s'inquiètent un peu, à savoir s'il n'y a pas une différence de température entre les chefs d'Etat et les peuples français et allemands. Et si jamais il y a vraiment cette différence de température, que faut-il faire pour qu'il y ait un équilibre également ?

FRANÇOIS FILLON

La situation qui est toujours dangereuse, c'est la situation de sortie de crise, c'est-à-dire que quand on est au cœur de la crise, il est (j'allais dire) relativement facile d'obtenir la cohésion et la solidarité de l'ensemble des peuples pour prendre les mesures nécessaires de sauvetage. On l'a vu par exemple lorsqu'il a fallu sauver les banques. Lorsque l'on sort de la crise, c'est-à-dire lorsque la croissance commence à revenir, lorsque l'on a l'impression que le danger est déjà un peu plus éloigné, toutes les revendications qui ont été gelées pendant la période difficile ressortent. On pourrait prendre une image, en général les accidents dans les cirques ne se situent pas lorsque le dompteur est en train de faire son numéro avec les lions dans la cage, mais c'est souvent à la sortie de la cage, à la fin du numéro, que, la tension se relâchant, les accidents arrivent. On est un peu dans cette situation aujourd'hui. Il y a dans tous les pays européens, après 2 ans de grande tension, après 2 ans d'efforts, après 2 ans d'inquiétudes sur l'avenir de l'économie européenne et de l'économie mondiale, l'attente de jours meilleurs. L'attente d'augmentation de salaire, l'attente de droits sociaux supplémentaires, l'attente d'une croissance qui serait mieux partagée, et ceci se manifeste dans tous les pays européens à travers les élections. Alors chacun a son système électoral, nous, nous avons la chance d'avoir un système électoral dont nous a doté le Général de GAULLE au début des années 60 qui, en donnant au Président de la République 7 ans de stabilité, nous évite beaucoup des tensions que l'on trouve dans les régimes parlementaires classiques. Mais enfin ces tensions, elles s'expriment chez nous d'une manière ou d'une autre, il y a ce climat.

Deuxièmement, il y a eu un problème (il ne faut pas le nier) avec la Grèce, qui peut avoir suscité un peu d'agacement de la part de certains pays européens, et en particulier de nos amis allemands. Pourquoi ?

Parce que pendant plus de 10 ans, les gouvernements grecs, non seulement n'ont pas pris les mesures nécessaires pour assurer un minimum de cohérence de leur politique budgétaire par rapport au pacte de stabilité, mais en plus ils nous ont caché les chiffres. Et c'est vrai que c'est assez difficile à accepter, quand on est membre d'une communauté, d'apprendre que l'un des membres de cette communauté vous a, pendant des années, produit des chiffres sur la situation de ses finances publiques qui étaient faux. Et je comprends que cela ait pu provoquer en Allemagne un peu d'agacement, et certains Allemands se sont dits : « au fond, on nous demande aujourd'hui de faire des efforts pour un pays qui, lui-même, n'en a pas fait assez et qui en plus nous a dissimulé la vérité ».

Tout cela est vrai. Tout cela est compréhensible. Simplement le rôle des hommes d'Etat que sont Angela MERKEL, Nicolas SARKOZY et tous les autres chefs d'Etat européens, c'est évidemment de passer sur cette difficulté qui appartient désormais à l'histoire, de mettre en place un système de soutien efficace à la Grèce et surtout, de mettre en place des règles pour l'avenir qui ne permettent plus à ce type d'erreur de se produire. Et donc, nous sommes en train de bâtir – c'est le travail du groupe de Monsieur Van ROMPUY – toute une série de mesures, qui vont d'abord rendre obligatoire avec plus de transparence, la publication des engagements des pays européens membres de la zone euro, l'association des Parlements nationaux à ces engagements et puis des sanctions qui seront des sanctions financières. Les pays qui ne respecteront pas les règles du pacte de stabilité pourraient se voir privés de toute une partie des aides, notamment des aides qui sont accordées aux pays les moins développés pour qu'ils rattrapent leur niveau de développement, voire même, c'est une proposition qui a été faite par la France et l'Allemagne, que les pays qui ne respectent pas les règles du pacte de stabilité se voient

pendant une période donnée, privés de leur droit de vote au sein du Conseil de l'Union européenne. Je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui en Europe un réflexe anti-européen. Ce réflexe anti-européen a eu lieu à plusieurs reprises depuis 60 ans. Aujourd'hui, je ne le sens pas, je ne le sens pas du tout dans mon pays, je ne le sens pas non plus en Allemagne. Tous les Européens voient bien les avantages que l'Europe leur a apportés, la stabilité que l'euro nous a donnée et puis surtout, cet avantage absolument incomparable, cet avantage qui n'a pas de prix qui est la paix. Même si bien entendu, il n'y a plus de risque de conflit entre les grands Etats modernes européens, il n'y a plus de risque de conflit entre la France, l'Allemagne, l'Angleterre (sauf pendant les matchs de football) mais il reste encore des zones en Europe qui sont des zones dangereuses. J'étais, il y a quelques jours dans les Balkans, les Balkans restent une zone qui n'est pas stabilisée et qui a besoin de l'Union européenne pour assurer son avenir, pour assurer sa stabilité, pour assurer sa prospérité. Et je pense que tous les citoyens européens sentent bien, plus ou moins confusément, que c'est l'Union européenne qui est leur avenir, autant sur le plan économique, que sur le plan de la stabilité politique et de la prospérité.

INTERVENANT (TRADUIT)

Merci beaucoup. L'Europe et la zone euro est renforcée en sortant de ces différentes crises. Il y a également des questions qui sont posées sur l'euro, il est vrai que l'euro est actuellement dans une position faible par rapport au yen, il est à... l'euro est à 112 yens, l'exportation est difficile pour les Japonais, par contre il est beaucoup plus favorable d'exporter des produits européens actuellement. Comme vous le savez, c'est l'Allemagne qui est le pays le plus fort peut-être dans le domaine de l'exportation et qui pourra renforcer son économie. Comment voyez-vous le niveau de l'euro actuellement ?

FRANÇOIS FILLON

D'abord l'euro, ça n'est pas un système de change fixe, l'euro c'est une monnaie permanente. Et c'est un point essentiel qui... comment dirais-je, nous différencie complètement des crises que nous avons connues dans le passé, notamment en 1992 et 1993. L'euro c'est le résultat d'un processus mûrement réfléchi, et je veux vous dire que personne, absolument personne en Europe ne songe à un retour en arrière sur l'euro. Parce que l'euro est un succès, les bénéfices sont évidents. Ils sont évidents pour les Européens mais (je l'ai dit tout à l'heure) ils le sont aussi pour les Japonais. L'euro reste aujourd'hui – au cours où il est en ce moment – une monnaie forte et la crise grecque n'est pas une crise de l'euro, c'est une crise de la dette souveraine que nous sommes en train de résoudre.

Nous pensons, nous, que le cours actuel de l'euro correspond au fond assez bien à la réalité de la situation économique de l'Europe. Et nous pensons même qu'à certaines périodes de son histoire, l'euro s'est trouvé surévalué, ce qui avait des conséquences négatives sur les capacités d'exportation des pays européens. Donc je n'ai pas d'inquiétude sur le niveau de l'euro à court et à moyen terme. En revanche (comme je vous l'ai dit tout à l'heure), la France milite pour que dans le cadre du G20, nous engagions une discussion de fond sur la stabilité de nos systèmes monétaires, sur des mécanismes permettant d'éviter des écarts de change trop brutaux. Il ne s'agit pas naturellement de revenir à des dispositifs anciens qui n'ont pas fonctionné et qui ne sont pas adaptés à la situation d'aujourd'hui, mais enfin de revenir à des mécanismes de concertation pour qu'entre la Chine, le Japon, les Etats-Unis, l'Europe il y ait des mécanismes de concertation permettant d'éviter des écarts de change qui ne profitent qu'aux spéculateurs, mais qui en aucun cas ne profitent aux investisseurs, aux industriels, à ceux qui créent vraiment de la croissance et de la richesse.

INTERVENANT (TRADUIT)

Il y a également une autre question sur les finances qui est posée par plusieurs personnes. Pour assainir les finances publiques, tous les pays européens ont fait beaucoup d'efforts, mais s'il y a trop de mesures qui sont prises, à ce moment-là il se peut que cela ait un impact plutôt négatif sur l'économie. Voici également une question qui est posée. D'autre part, la France est un pays qui ne connaît pas une dette publique importante, mais il est vrai peut-être que c'est un pays qui connaît également des difficultés en ce qui concerne le déficit public, selon un système qui nous est voilé, ceci est peut-être vrai. N'y a-t-il pas des risques comme le Royaume Uni ou sinon le Japon sur le marché français, pour qu'il n'y ait pas des spéculateurs qui interviennent ? Nous aimerions beaucoup avoir votre sentiment sur cela ou nous pouvons même demander à Madame LAGARDE de répondre.

FRANÇOIS FILLON

Je vais commencer, si Madame LAGARDE veut corriger, elle le fera avec bonheur, parce qu'elle est bien plus compétente.

Ce que je voudrais dire sur ce sujet, c'est que nous avons pris à bras-le-corps la question de la réduction des déficits dans notre pays. Ça n'est pas une question nouvelle, ça fait plus de 34 ans que la France est en déficit. Moi j'ai l'habitude de dire que les Français qui ont moins de 34 ans pensent que ça fonctionne comme ça. Et les Français qui ont plus de 34 ans se disent que si cela a marché comme ça pendant 34 ans, cela va bien marcher comme ça encore pendant quelques années.

Mais la vérité c'est que cela n'est plus possible aujourd'hui. Cela n'est plus possible aujourd'hui d'abord parce qu'on a accumulé les déficits et donc l'endettement, mais cela n'est surtout plus possible aujourd'hui, parce que nous sommes dans une économie complètement ouverte, à l'intérieur d'une zone, la zone euro, qui a pu un temps nous protéger mais qui aujourd'hui nous impose de faire des efforts de discipline budgétaire si l'on veut assurer la stabilité et la force de la monnaie européenne, et donc si nous voulons rester solidaires avec l'ensemble de nos partenaires européens.

Quelle est la situation ? Nous avons un déficit en 2009 de 7,5 % du PIB. Ce déficit était de 3,3 % en 2008. Donc entre 2008 et 2009, qu'est-ce qui s'est passé ?

La crise économique et financière, avec d'un côté un effondrement de nos recettes publiques du fait de la récession et de l'autre côté une augmentation très forte de la dépense, d'abord parce que nous avons investi dans des mesures de relance de l'économie pour éviter que l'économie française ne s'effondre (et d'ailleurs ces mesures ont été un succès puisque la zone euro a connu une récession de près de 5 %, alors que la France n'a connu une récession que de 2,4 %), mais aussi, une augmentation des dépenses publiques liée aux conséquences de la récession. Quand vous avez beaucoup de récession, vous avez beaucoup de chômage. Quand vous avez beaucoup de chômage, vous avez plus de personnes en difficulté qu'il convient d'aider. C'est donc l'ensemble des conséquences de cette crise financière qui nous a fait passer brutalement de 3,3 % de déficit à 7,5.

Donc on voit bien qu'il y a une partie du déficit qui va s'effacer naturellement par l'arrêt des mesures de relance et par le retour à une activité économique en croissance. Mais il reste un déficit structurel, celui que nous traînons depuis plus de 30 ans, et c'est à celui-là que nous avons décidé de nous attaquer. Les mesures que nous avons décidées et

qui vont être votées par le Parlement, lors du vote du budget à l'automne, sont des mesures sans précédent. C'est-à-dire que nous allons réduire en un an de 2 points de Produit Intérieur Brut notre déficit. Et puis ensuite, nous allons poursuivre au rythme de 1,5 points tous les ans jusqu'à ce que nous repassions en dessous de 3 %, avec un objectif d'équilibre à l'horizon de 2016, comme la plupart des autres pays européens.

Ces mesures, quelles sont-elles ? La réduction du nombre des emplois publics, je vous ai dit tout à l'heure que nous allons réduire de 150.000 le nombre de fonctionnaires d'Etat en 4 ans. Peut-être certains trouveront-ils ce chiffre modeste, mais il faut le ramener à un autre chiffre. La France n'a jamais réduit le nombre de ses emplois publics dans son histoire. Elle l'a toujours augmenté et en particulier dans son histoire récente.

Deuxièmement, nous allons strictement geler nos dépenses publiques et, en particulier, nous allons strictement geler les concours que nous apportons aux collectivités locales pour leur fonctionnement, ce qui obligera les collectivités locales à faire des efforts de réduction de dépenses et elles aussi à réduire le nombre des emplois publics, puisqu'il y a eu dans ce secteur des collectivités locales une inflation de création d'emplois ces dernières années.

Et puis enfin, nous allons faire la guerre à toute une série d'avantages fiscaux qui avaient été mis en place au cours des années, et qui permettaient de mener des politiques quand on n'a pas d'argent à dépenser. Quand vous êtes dans une situation de déficit et que le ministre du Budget vous dit « vous n'aurez pas un euro supplémentaire pour financer une nouvelle politique », qu'est-ce que vous faites au Parlement ? Vous dites : « celui qui achètera des chaudières qui consomment moins d'énergie paiera moins d'impôt ». Et on a l'impression avec cela que l'on ne dépense pas d'argent. En réalité c'est de la dépense fiscale qui s'est accumulée depuis des années et que nous allons supprimer.

Rien que cette année, nous allons supprimer environ 10 milliards d'euros de ces avantages fiscaux. Mais en même temps, nous sommes très attentifs à ne pas prendre des mesures qui viendraient stopper la croissance, qui viendraient même handicaper l'effort de recherche et d'innovation. C'est la raison pour laquelle dans tous les budgets de l'Etat, le seul qui n'est pas soumis à la rigueur, c'est le budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. C'est le seul budget qui continue d'augmenter. Nous avons pris l'engagement d'augmenter de plus de 1,5 milliards d'euros par an le budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Nous avons rajouté à cet effort les 35 milliards d'emprunt d'Etat, destinés aux grands investissements d'avenir que j'ai évoqué tout à l'heure et qui vont aller sur les grands secteurs porteurs d'avenir : le réacteur nucléaire de 4^{ème} génération, les véhicules électriques, les réseaux à très haut débit, les nanotechnologies, tous ces sujets qui sont des sujets porteurs d'avenir.

Et la question que vous avez posée est absolument au cœur de notre préoccupation quotidienne, au Président de la République et à moi-même, et au cœur de la préoccupation de la plupart des Etats européens : comment réduire la dépense publique sans freiner la reprise de l'activité économique. Il faut choisir les dépenses publiques qu'on réduit et il faut faire attention à continuer d'investir sur les secteurs économiques porteurs. Maintenant, si madame LAGARDE veut compléter ce propos, je suis sûr que beaucoup ici seront très heureux d'entendre sa voix.

FRANÇOIS FILLON

Et malheureusement, il n'y a pas de recette cachée non plus.

INTERVENANT (TRADUIT)

Merci beaucoup.

INTERVENANTE

C'est une question qui se pose au Japon vous savez, a-t-on des recettes cachées ? Malheureusement, nous arrivons bientôt à terme de cette séance. Voici donc maintenant la dernière question qui va vous être posée. Cette question à poser sur les relations franco-japonaises et franco-européennes. Nous parlons beaucoup des négociations de libre échange entre l'Europe et le Japon. La Corée du Sud est allée devant nous puisqu'un accord a déjà été signé avec la Corée du Sud et l'Europe. Le Japon souhaite également voir aboutir à ces conclusions, par exemple l'industrie automobile est un secteur porteur pour le Japon, mais les tarifs douaniers sont encore chers pour que l'on puisse vendre les voitures japonaises sur le marché européen. Monsieur le Premier ministre, comment voyez-vous la situation ? Etes-vous vous-même contre ou pour la conclusion de cet accord ? Pensez-vous que ceci va permettre de développer davantage les relations entre le Japon et la France ? Quels sont d'après vous les obstacles s'il est difficile de conclure cette négociation ? Tous les pays du monde essaient d'exporter davantage actuellement. Pour les pays comme le Japon ou la France, nous sommes doués dans tout ce qui est l'infrastructure, que ce soit dans le domaine des centrales nucléaires ou sinon des chemins de fer. Pensez-vous qu'il est possible que dans des pays tiers, le Japon et la France puissent coopérer ?

FRANÇOIS FILLON

D'abord nous, nous sommes en France totalement ouverts à l'idée d'un accord entre l'Union européenne et le Japon, je l'ai dit d'ailleurs dans mon propos. Cet accord est en voie de négociation, mais pour qu'il aboutisse, il y a quelques obstacles qu'il faut avoir le courage de regarder en face. Et ces obstacles sont liés à des secteurs où il n'y a pas encore, de notre point de vue, d'accès effectif à nos entreprises sur nos marchés respectifs.

J'ai dit tout à l'heure qu'il y avait au Japon un certain nombre d'obstacles non-tarifaires, j'ai évoqué les règles de marché public, notamment dans le domaine ferroviaire. Je sais que le Japon est très en avance en matière de technologie ferroviaire. Il m'est arrivé souvent d'expérimenter les trains japonais pour savoir qu'ils sont absolument remarquables. Mais je peux vous dire que l'industrie ferroviaire française est aussi remarquable, et qu'il y a lieu d'ouvrir la compétition entre l'industrie ferroviaire japonaise et l'industrie ferroviaire européenne. Nous avons encore des incompréhensions en matière de normes sanitaires, notamment dans les échanges de produits agroalimentaires. Je pense que nous avons aujourd'hui en Europe l'un des systèmes les plus rigoureux en matière de normes sanitaires, bien plus rigoureux que ceux qui existent aux Etats-Unis sur bien des sujets, et pourtant il reste des obstacles qui sont plus des obstacles liés à l'histoire qu'à des réalités objectives.

Et nous avons enfin un dernier sujet de discussion qui sont les procédures d'homologation des médicaments, pour lesquelles il nous semble là aussi qu'il faut que nous fassions un travail ensemble pour rapprocher nos points de vue. Parce que ces obstacles sont des freins aux exportations européennes, et ce sont des obstacles qui créent une sorte de réticence des entreprises européennes à la conclusion d'un accord de libre échange entre l'Union européenne et le Japon.

Autrement dit, il y a en ce moment un lobby assez fort des entreprises européennes en Europe pour retarder la conclusion de cet accord, parce que ces entreprises estiment qu'elles n'ont pas – à tort ou à raison – un accès suffisamment libre au marché

japonais. Donc je pense que ce qu'il faut maintenant faire, et je le dirai tout à l'heure au Premier ministre japonais, c'est se mettre sérieusement autour de la table avec les responsables de l'Union européenne, regarder l'ensemble des contentieux que nous pouvons avoir ou, en tout cas, des questions que nous pouvons nous poser. Voir si les jugements que nous portons les uns et les autres sur l'accès au marché japonais ou l'accès au marché européen sont fondés ou non. Et à partir de ce moment-là, il n'y aura aucun obstacle à la conclusion d'un accord entre l'Union européenne et le Japon. Je pense qu'il faut le faire vite, il faut le faire vite parce que nous avons toutes les raisons de conclure cet accord entre le Japon et l'Europe, c'est-à-dire entre deux zones du monde qui sont très développées, qui ont des normes sanitaires très élevées, qui ont des normes environnementales très élevées, alors même que nous négocions des accords de libre échange avec des zones du monde où la situation est bien plus compliquée.

Et en particulier nous, nous entendons que dans le cadre des négociations qui vont se tenir dans le cadre du G8 et du G20, et surtout du G20, on puisse discuter de la question des normes environnementales pour éviter que des accords de libre échange (alors même que nous mettons nous en place des contraintes très fortes sur nos industries pour qu'elles émettent moins de gaz à effet de serre) se traduisent par un véritable dumping environnemental qui serait pratiqué par des pays qui n'auraient pas les mêmes contraintes ou, en tout cas, les mêmes objectifs que nous. D'une manière générale, je l'ai dit tout à l'heure, la France est un pays qui accueille largement les entreprises japonaises, je vous ai dit que c'était le 2^{ème} pays d'Europe pour l'accueil des investissements étrangers. Il y a beaucoup d'entreprises japonaises en France et, à ma connaissance, il n'y a jamais eu de déception liée à l'attitude d'une entreprise japonaise dans notre pays. Cela n'est pas toujours le cas, s'agissant d'autres investisseurs, et c'est à mettre tout à l'honneur de votre pays qui est un vrai pays industriel, avec des entreprises qui sont des vraies entreprises industrielles et qui, lorsqu'elles viennent s'implanter sur un territoire étranger, le font avec l'objectif de faire de l'industrie dans la durée, de produire, d'embaucher, de créer de la valeur ajoutée, et pas seulement de faire des coups financiers sans lendemain. Et de ce point de vue là, je peux vous dire que, à un moment ou peut-être des critiques se sont élevées dans le monde à l'égard de la qualité des voitures japonaises, en France nous n'avons aucune critique à faire aux voitures japonaises. Nous avons même beaucoup d'admiration pour les prouesses technologiques qu'elles représentent. Et je ne vous cacherai pas que nous avons une petite préférence pour les voitures japonaises qui sont fabriquées en France.

INTERVENANTE (TRADUIT)

Monsieur le Premier ministre, nous vous remercions beaucoup.